



PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL **DU VENDREDI 21 OCTOBRE 2022**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué le vendredi 14 octobre 2022 s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, le vendredi 21 octobre à 18 h 30 pour la préséance et à 18 h 49 pour l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur JérémY GIULIANO, Maire.

À l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. JérémY **GIULIANO** - Alain **ALBERTI** - Colette **ALEXANDRE** - Christian **BENTOUMI** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI** - Steve **COURDOUAN** - Jean **CULINATI** - Géraldine **DUDON** - Anaïs **DUFEUX** - Max **FABRE** - Patrick **FALANTIN** - Franck **JAMAIN** - Colette **LAIRE** - Julien **LASSAUQUE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Josiane **VILAIN**.

Représentés : MM. Anastasia **BRENGUIER** représentée par Luc **PERNEY** - Marie-Sylvie **GROVER** représentée par Anaïs **DUFEUX** - Georges **AYMONIN** représenté par Josiane **VILAIN**.

Absents : MM. Sophie **ARGOUARC'H** - Laurence **BERLEMONT** - Norbert **GIRAUD** - Olivier **BARALE**.

Soit 20 présents, 3 absents ayant donné pouvoir, 4 absents, soit 23 votants.

Secrétaire de séance : Mme Géraldine DUDON

M. le Maire.- Nous pouvons démarrer la préséance du Conseil municipal.

Je voudrais aborder quelques éléments et avancées depuis le dernier Conseil municipal.

S'agissant des toitures, les travaux ont bien avancé sur la maison Cathernet où se trouve le foyer des aînés et qui sert encore aujourd'hui de salle de musique pour plusieurs chorales et pour des cours d'italien. Il faut savoir que l'EMAD a quitté les locaux et qu'une réflexion globale sera menée sur l'utilisation de l'espace de l'étage. Nous avons refait la toiture en urgence, car elle présentait des infiltrations.

Nous avons également refait la salle de la Cascade et la maison de l'Olivier, qui fuient énormément. Ces toitures sont quasiment terminées. Les échafaudages sont encore présents, mais ils en sont aux finitions. C'est donc une avancée supplémentaire en termes de travaux.

M. Luc PERNEY.- L'entreprise nous fait un petit cadeau supplémentaire en changeant quelques tuiles mécaniques et en reprenant des petits détails abîmés sur le lavoir.

M. le Maire.- Nous la remercierons de ce petit geste.

Concernant les tennis, dont nous parlerons durant ce Conseil, nous pourrions attaquer les travaux après avoir voté la deuxième demande de subvention. Si tout va bien, l'entreprise est prête à commencer la semaine prochaine. Nous activerons donc au maximum afin de pouvoir le faire. Je suis très heureux

d'arriver au bout de ce projet. L'association nous a fait savoir qu'elle aurait bien aimé que nous le fassions à un autre moment. Je comprends l'impact que cela peut avoir sur leur activité, mais nous avons l'opportunité de le faire maintenant, sachant que cela fait trois ans que nous cherchons à mobiliser 100 000 €, ce qui n'est pas rien. De plus, si nous devons attendre encore plus longtemps, les coûts seront beaucoup plus importants, au vu de l'inflation que nous constatons de jour en jour. Ma réponse à l'association est donc que nous faisons les travaux maintenant pour entretenir notre patrimoine, car les terrains ne sont pas en état. Je rappelle qu'il s'agissait d'une demande de leur part, trois ans en arrière. Ces travaux auraient dû être faits plus de 10 ans auparavant, mais rien n'a été fait jusqu'à présent. Ainsi, nous avançons.

Par ailleurs, nous avons installé les Toutounet dans le centre-village. C'est en train de se mettre en place, avec quelques ajustements, petit à petit, car on s'est aperçu que certains endroits où ils étaient positionnés n'étaient pas forcément les plus pertinents. L'embellissement du centre-village se met en place, et nous y apporterons davantage de logique par la suite.

Une réunion a eu lieu pour mettre en place la suite du projet des plantations d'arbres. Nous avons fait une demande de subvention dans le projet « Arbres en ville », portant sur 5 millions d'arbres dans la région Sud Paca. Nous avons lancé ce projet en plantant, pour commencer, au niveau des deux écoles, de l'aire de camping-cars et du cimetière. À présent, une deuxième tranche de plantations arrive, puisque nous entrons dans la période automnale qui permettra de planter de nouveaux arbres, avant de lancer un nouveau programme par la suite. Pour rappel, une autre grande plantation, outre celle de l'automne, aura lieu au cours de l'hiver avec l'aménagement du parking Saint-Benoît. Nous avons eu la dernière réunion, et l'idée est de lancer le marché, comme nous en avons parlé lors du dernier Conseil municipal, afin de pouvoir réaliser les travaux au cours de l'hiver 2023.

Nous avons également eu une réunion, cet après-midi, sur la poursuite du plan mis en place sur la rénovation des voiries municipales, avec la SPL ID 83 qui nous accompagne. Nous préparons le cahier des charges pour lancer le marché afin de prévoir le chantier de 2023 en termes de rénovation des voiries communales.

D'autre part, le marché sur l'assainissement est arrivé, avec la deuxième phase de ECP2. Nous sommes dans la phase d'analyse des prix. La CAO sera donc prochainement réunie pour étudier les différentes offres qui ont été faites et retenir le prestataire qui fera la deuxième tranche de l'assainissement.

Dans les éléments à venir, les travaux de curage des fossés que nous avons évoqués sont prévus pour le mois de novembre, et une réunion sur le permis de végétaliser se tiendra avec le CAUE, qui a fait l'étude sur la végétalisation citoyenne, afin de revégétaliser le village et, par la suite, les quartiers en gestion communale.

En termes d'événements, nous avons eu l'honneur de recevoir l'UIISC7 dans le cadre de la cérémonie au drapeau, qui est très importante dans la vie d'un militaire, puisqu'elle marque son entrée au sein de son régiment. Il était très émouvant de recevoir l'UIISC7 sur la place de la Mairie, laquelle s'est transformée en une véritable place d'armes. Il est important que Le Val puisse jouer ce rôle de lieu d'accueil permettant des cérémonies militaires hors des murs des bases. Cela donne également un écho au jumelage existant entre la 21^e compagnie et la commune du Val.

Nous avons aussi inauguré le monument départemental de la FNACA, en présence de Monsieur le préfet du Var, de Monsieur le sous-préfet, de l'amiral et du président de la FNACA. BFMTV a même couvert l'évènement. Dans l'ensemble, cela s'est bien passé. Je me passerai de tout commentaire sur certaines choses. Nous connaissons les circonstances et savons où nous sommes arrivés. Nous pouvons donc être fiers d'avoir réussi à faire aboutir un projet commun et à ce que chacun garde la tête haute.

Nous avons eu la venue du Gynécobus, qui est un projet porté par l'hôpital de Brignoles, dont les sages-femmes ont eu l'idée innovante de sortir l'hôpital de ses murs et de permettre à toutes les femmes de bénéficier de visites de contrôle et de suivi. C'était important, car nous avons eu des retours

indiquant que certaines personnes n'étaient plus suivies depuis plusieurs années. Cela permet donc d'amener une proximité de l'hôpital dans la ruralité, et nous pouvons être fiers de bénéficier de ce service sur la commune du Val.

Nous avons également fêté la millième passagère de « En Voiture Simone ». En effet, 1 000 passagers ont bénéficié de ce service de mobilité depuis sa création. Nous pouvons en être fiers. En échangeant avec la millième personne, puisque nous avons marqué l'événement, elle nous a expliqué que sans « En Voiture Simone », elle serait partie de sa maison familiale, qui est une villa isolée. Ainsi, ce service lui permet de rester chez elle. Je pense que nous pouvons être fiers de cette volonté de favoriser la mobilité et de lutter contre l'isolement des personnes.

Cela me permet de passer à un autre service de proximité important, avec le premier anniversaire de Le Val Services. Cela fait un an que nous avons ouvert cette maison de services publics, associée avec le CCAS, la Poste, la Banque Postale et tous les services que nous sommes en train de déployer. J'ai eu les services préfectoraux afin que nos agents puissent faire le suivi de la formation pour devenir France Services, comme nous l'avions dessiné dans notre schéma de développement de la maison. Nous avons également un partenariat avec Bilbok qui nous accompagne pour les ateliers numériques, un écrivain public, ainsi que de l'aide à la création d'entreprise pour les entrepreneurs.

Pour vous donner quelques chiffres, plus de 10 000 personnes ont bénéficié d'un service dans cette structure. Pour une commune comme Le Val, c'est énorme. Cela se ressent, créant de la dynamique dans le centre-village, avec des retombées sur les commerces situés à côté, puisque lorsque l'on va bénéficier d'un service public, on peut aller boire un café. Cela nous a été indiqué par les commerçants lors de l'anniversaire.

Dans ces 10 000 personnes, 400 aides administratives dédiées ont été réalisées, à savoir que 400 dossiers ont également été montés par nos agents pour accompagner plus particulièrement les gens, au-delà de la simple information ou des premières opérations que l'on pourrait faire quand on va à La Poste ou autre. Ces 400 personnes détectées ont pu être suivies par le CCAS. En effet, l'objectif était également d'être au contact des publics et, dès que l'on détecte une situation plus complexe qu'une simple demande, le CCAS est là pour prendre le relais, comme cela a été le cas pour ces 400 personnes qui ont pu être suivies de manière plus approfondie. 100 dossiers ont été transmis à différentes institutions telles que la CAF, Pôle Emploi, etc., pour aller plus loin, au-delà de nos compétences communales.

Cet anniversaire est important, et nous avons donc fêté cela aujourd'hui. Exceptionnellement, le service a fermé cet après-midi, et nous avons fait un petit repas avec les agents pour les remercier. Il était important de marquer ce moment. L'apéritif était ouvert au public, le jour de marché, ainsi qu'à l'ensemble des services de la commune.

Par ailleurs, le conseil d'école maternelle a eu lieu cette semaine. Nous avons abordé les petites problématiques de la rentrée, ainsi que les entretiens. Nous avons évoqué le projet de création du groupe scolaire, dont nous parlerons ce soir dans le cadre d'une délibération. Tout va très bien à l'école. Les choses se mettent en place, avec de nombreux projets, que ce soit une kermesse ou la venue d'une mini-ferme pour sensibiliser les enfants aux animaux. En tout cas, cette année, les parents d'élèves sont très dynamiques, avec une belle volonté.

Ensuite, nous avons les événements à venir.

Une exposition mycologique était prévue ce week-end, mais vous comprendrez bien qu'elle a été annulée, puisqu'il n'a plu qu'aujourd'hui et qu'il n'y a donc pas de champignons.

Le marché d'automne aura lieu le 5 novembre sur la place Gambetta.

Le 28 octobre, la projection d'un film-débat, « Le Partage de l'eau », est prévue sous l'impulsion de l'ASPN, au foyer municipal. L'idée est de découvrir ce film, puis d'échanger sur la question de l'eau.

Nous en avons parlé cet été, et je pense que nous devons également le faire pour l'avenir. Nous y sommes très sensibles. Nous avons des projets autour de cette question, notamment pour la gestion des canaux, de la biodiversité et des inondations. L'idée est donc d'avoir un débat public et d'échanger autour de cet aspect.

Un autre ciné-débat aura lieu au foyer le 25 novembre, organisé par Potagers & Compagnie, avec « Le Sol est une ressource formidable », portant sur la réflexion des pratiques agricoles sur le travail du sol vivant.

Enfin, la fête de l'Olivier aura lieu le 27 novembre, avec une démonstration de fabrication de l'huile d'olive, des confréries, un petit marché de producteurs, différentes animations, des dégustations, des concours d'aïoli et un repas. Le détail sera communiqué lors de la promotion de l'événement. C'est l'occasion de mettre en avant le fait que nous sommes une commune oléicole et que nous avons une olive en devenir avec la « bousarlue du Val ». On en parle beaucoup, et il faudra que nous la goûtions un de ces jours !

À présent, je vous propose de commencer le Conseil municipal.

(Monsieur le Maire Procède à l'appel nominal.)

Le quorum est atteint.

Je propose de désigner Géraldine DUDON pour remplir les fonctions de secrétaire de séance. Si tout le monde est d'accord, il en est ainsi.

ADMINISTRATION GENERALE

1 – Délibération n° 2022-084 - Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 16 septembre 2022

M. le Maire.- Avez-vous des questions sur les éléments qui vous ont été communiqués ?

S'il n'y en a pas, je vous propose de passer au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

2 - Délibération n° 2022-085 - Modification des statuts de la SPL ID83

M. Max FABRE.- Je ne sais pas si tout le monde connaît la SPL ID 83, mais nous nous en servons beaucoup. Il s'agit d'une société publique locale regroupant plusieurs communes du Var. Elle apporte un accompagnement en ingénierie pour l'aménagement et la gestion du territoire. Selon les demandes des communes, elle constitue des équipes pluridisciplinaires pour nous permettre de bénéficier de l'expertise de spécialistes à coûts maîtrisés.

Lors de la constitution de la Société publique locale ID83, il a été fait apport d'une somme de 151 200 €, correspondant à la valeur nominale de 756 actions de 200 € chacune, composant le capital social.

Il a été décidé de modifier la composition du capital social de la société pour l'intégration de 36 nouvelles collectivités. Il est donc proposé de modifier l'article 7 des statuts de la SPL ID83 décrivant la formation du capital social.

Vous avez le tableau comprenant toutes les communes. Le Val a une action, la n° 13, de 200 €.

Vu la loi n°2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales, vu le Code général des collectivités territoriales, vu les statuts de la Société publique locale ID83, nous devons décider d'approuver ladite modification et d'autoriser le représentant légal, désigné pour représenter la collectivité au sein des instances de la société, à approuver la modification en assemblée générale extraordinaire.

M. le Maire.- Merci. Effectivement, la SPL nous accompagne dans le cadre des travaux, notamment pour la réhabilitation des voiries, l'analyse de l'assainissement, la réfection des cours d'école, le forage, etc. Elle est là pour accompagner les petites communes qui n'ont pas forcément les moyens nécessaires d'avoir une ingénierie suffisamment importante en permanence.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

INTERCOMMUNALITE

3 – Délibération n° 2022-086 - Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement collectif exercice 2021

M. Julien LASSAUQUE.- Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2001, en application de la loi NOTRe, les EPCI – la Communauté d'agglomération Provence Verte pour ce qui nous concerne – exercent les compétences de l'eau potable et de l'assainissement collectif. Il est prévu que chaque année, le président de l'EPCI réalise un rapport sur le prix et la qualité de ces services publics. Ce rapport est transmis aux communes membres et doit être présenté en Conseil municipal en vue de l'information du public et des élus. C'est un élément majeur dans la mise en œuvre locale de la transparence et des principes de gouvernance des services d'eau et d'assainissement. Il est mis à disposition du public conformément aux dispositions de la loi.

Nous vous avons transmis, en annexe, l'intégralité des RPQS Eau et Assainissement concernant l'ensemble des 28 communes de la Provence Verte. La présente délibération reprend quelques éléments marquants concernant Le Val, notamment les volumes d'eau prélevés et vendus, ainsi que, par déduction, les pertes par fuite. Ce rapport donne également une information sur le prix de l'eau et, parallèlement, sur celui de l'assainissement.

Tous ces éléments étant repris ici, je ne sais pas s'il est pertinent que nous les parcourions ensemble. Néanmoins, si vous avez des questions, le RPQS est justement prévu pour répondre à toutes vos interrogations en la matière.

Il est donc demandé à l'assemblée délibérante de prendre acte du rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte.

M. le Maire.- Merci, Monsieur LASSAUQUE.

Avez-vous des questions sur ce RPQS ? Pour ma part, j'en ai une.

Puisque nous lançons le schéma directeur de l'eau, a-t-on une idée aujourd'hui, avant d'avoir les premiers résultats, de la quantité d'eau que nous perdrons dans notre réseau ? En effet, on voit que de nombreuses communes subissent une très grosse sécheresse, et si l'on perd énormément d'eau dans les réseaux, cela peut arriver au point que dans certaines communes, l'eau n'arrive pas jusqu'au robinet, car le peu qui y arrive à mettre dans le réseau est perdu. Or une bonne gestion d'une commune consiste à bien entretenir ses réseaux.

Avons-nous un ordre de grandeur, aux dernières nouvelles ? Je sais que cela a dû évoluer, car il y a un certain nombre de fuites. Le réseau n'a pas été entretenu depuis très longtemps et se trouve donc en période de forte dégradation, ce qui s'amplifiera. S'agit-il de 20 %, ou de 30 % ?

M. Julien LASSAUQUE.- Nous le savons exactement, puisque c'est l'un des objets du RPQS. Ces indicateurs sont obligatoires, notamment vis-à-vis de l'Agence de l'eau, et leur renseignement est nécessaire pour l'octroi de subventions allouées par cette dernière.

Pour nous, le rendement du réseau est de 72 %, ce qui signifie que nous perdons un peu moins d'un tiers de l'eau que nous produisons. Il faut garder à l'esprit que ce rendement est calculé à partir d'une estimation des volumes utilisés pour le service. Quand on purge le réseau, comme en 2021, à cause d'une souillure suite aux inondations, on fait sortir de l'eau, et on estime la quantité perdue à vue de nez. On estime également de cette façon les volumes non comptés. Par exemple, lorsque l'on utilise la balayeuse de rue pour la commune, ce volume n'est pas compté, et on estime donc le nombre de passages. De nombreux éléments sont seulement estimés pour le calcul de cet indicateur.

Il faut savoir que la France, d'une manière générale, a fait d'énormes progrès dans les rendements de réseaux. Cela constitue un objectif assumé. Une vingtaine d'années en arrière, les réseaux de certaines communes étaient à 50 %, à savoir que pour deux litres injectés, un seul arrivait au robinet.

Nous sommes encore au-dessus de la limite en dessous de laquelle le réseau est déclassé par l'Agence de l'eau. Néanmoins, notre réseau s'est dégradé progressivement au cours des années. La venue du schéma directeur et des travaux sera réellement salutaire pour rétablir le réseau.

Il faut ajouter à cela que nous jouons avec un élément très défavorable pour nous, qui est la teneur en argile des sols. Sur les étés secs, notamment l'année dernière, quand les sols travaillent, les réseaux bougent également, ce qui entraîne des fuites, lesquelles dégradent l'indicateur de rendement du réseau. Il existe une réelle problématique sur ce point.

M. le Maire.- Merci. S'il n'y a pas d'autre question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

4 – Délibération n° 2022-087 - Mandat pour l'établissement d'une servitude de passage et d'aménagement destinée à assurer la pérennité de la poste DFCI M154

M. Max FABRE.- La piste M154 est située en face de la déchetterie, sur la route de Carcès. Les 200 premiers mètres sont limitrophes entre Carcès et Le Val, puis la piste part sur Carcès et finit à Vins.

Vu la délibération n°2022-21 du 8 juillet de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte relative à l'institution de servitudes de passage et d'aménagement DFCI pour assurer la pérennisation des ouvrages inscrits au PIDAF de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

Considérant la nécessité de garantir la continuité des voies de défense contre l'incendie et la pérennité des itinéraires constitués, considérant que la piste M154 figure dans le PIDAF du Pays Brignolais, actualisé en 2017, et que cette piste est centrale dans le dispositif de lutte contre les feux de forêt ;

Considérant qu'à cette fin, une servitude de passage et d'aménagement au titre de l'article L134-2 du Code Forestier doit être demandée à Monsieur le Préfet et établie au profit de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte pour l'ouvrage DFCI identifié M154, située en tout ou partie sur la commune de Le Val ;

Considérant que la piste aura le statut de voie spécialisée non ouverte à la circulation générale, qui exclut la circulation des véhicules non autorisés ;

Considérant qu'il convient de donner mandat à la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte pour établir et déposer le dossier technique et assurer le suivi avec les services de l'État ;

Considérant que l'utilisation sera réservée aux services d'incendie et de secours, aux personnes dépositaires de l'autorité publique et aux ayants droit ;

Il est demandé à l'assemblée délibérante :

- d'autoriser Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette procédure ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à donner mandat à la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte d'établir, déposer et suivre, auprès du Préfet, la demande d'établissement d'une servitude de passage et d'aménagement au titre de l'article L134-2 du Code Forestier pour la piste identifiée M154 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à donner mandat à la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte et à prendre toutes les dispositions nécessaires au déroulement de la procédure.

M. le Maire.- Merci, Monsieur FABRE. Avez-vous une projection pour les prochaines pistes qui seront réalisées ?

M. Max FABRE.- La prochaine est celle qui ira au Carnier, traversera et rejoindra le gazoduc de l'autre côté pour aller jusqu'à Bras. Elle est en cours de discussion avec deux propriétaires concernés, que nous avons rencontrés, afin d'avoir le droit de passage.

M. le Maire.- Cela ferait donc trois pistes : celle-ci, la piste du Cuit qui existe déjà, et celle du Carnier qui irait jusqu'à la route de Bras.

M. Max FABRE.- Une autre partira du parcours de santé pour aller sur Bras.

M. le Maire.- Ainsi, nous serons vraiment cernés pour la défense de nos forêts.

S'il n'y a pas d'autre question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

SUBVENTIONS

5 – Délibération n° 2022-088 - Demande de subvention auprès du Département pour des travaux de remise en état des fossés

M. Luc PERNEY.- La commune a souhaité confier à un prestataire privé la remise en état des fossés communaux évacuant les eaux de pluie en bord de routes, par curage, reprofilage et confortement des fossés existants, et par hydrocurage des ouvrages enterrés. En effet, ceux-ci ont été totalement ou partiellement colmatés ou détériorés par les pluies diluviennes du 4 octobre 2021.

Dans un avis reçu le 1^{er} septembre, la cellule de Conseil aux Décideurs Locaux de la Direction des Finances Publiques du Var a confirmé l'éligibilité de ces travaux à la section d'investissement. Ceux-ci sont entrepris en coordination avec les services du Département, qui réalisent également le curage des fossés et ouvrages enterrés relevant de la voirie départementale sur notre territoire.

Le coût des travaux s'élève à 62 162,50 € hors taxes, soit 74 595 € TTC.

Monsieur le Maire demande au Conseil de l'autoriser à solliciter une subvention, dans le cadre du dispositif d'aide aux communes du Département, à hauteur de 70 % du montant hors taxe des travaux, soit 43 500 €.

Le plan de financement de l'opération est le suivant :

- Autofinancement de la commune : 18 662,50 €, soit 30 % ;
- Subvention du Département : 43 500 €, soit 70 %.

M. le Maire.- Merci, Monsieur PERNEY. Je voudrais remercier pour tout le travail réalisé, parce qu'avant de pouvoir arriver à une estimation des fossés à curer, il a fallu faire tout un travail de cartographie et estimer les métrages, sachant que nous avons entre 4 et 5 kilomètres de fossés à curer. Ensuite, il a fallu monter le marché et l'analyser au cours de cet été. Il s'agit d'une démarche très longue, dont nous avons parlé lors du précédent Conseil municipal.

Aujourd'hui, nous sommes dans une formalité afin de réduire les coûts portés par la collectivité et trouver des solutions de financement. Les travaux sont prévus pour le mois de novembre, sachant qu'après, une fois que nous les aurons remis en état, une réflexion sera menée sur l'entretien de ces fossés afin de ne pas en arriver à nouveau à cette situation.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

6 – Délibération n° 2022-089 - Demande de subvention auprès du Département pour des travaux de réfection des courts de tennis

M. Max FABRE.- La commune souhaite rénover totalement les deux courts de tennis du complexe sportif de la Roguière, qui connaissent une usure importante du revêtement, ainsi que des déformations du sol suite aux mouvements de terrain, et dont les équipements (clôture et mobilier sportif) sont obsolètes.

Ce projet répond à un objectif de remise aux normes des équipements sportifs de proximité et permettra également la désimperméabilisation des sols sur la surface des deux courts, en passant d'un revêtement en béton traditionnel à un béton poreux.

Le projet est déjà soutenu financièrement par la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte à hauteur de 30 % des dépenses hors taxes, *via* le dispositif de Fonds de Concours.

Monsieur le Maire demande au Conseil de l'autoriser à solliciter une subvention dans le cadre du dispositif d'aide aux communes du Département, à hauteur de 31 500 € hors taxes, permettant de porter le taux global de subventionnement du projet à 74 %.

Sur 78 890 € hors taxes, il resterait 18 123 € d'autofinancement de la commune. Toutefois, je pense qu'il reste encore une subvention à demander à la Fédération française de tennis.

M. le Maire.- Nous devons voir cela avec l'association de tennis.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

7 – Délibération n° 2022-090 - Subvention exceptionnelle à la FNACA

M. Christian BENTOUMI.- La Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA) a omis, depuis deux ans, de déposer un dossier de demande de subvention auprès de la municipalité. L'association est donc revenue vers la collectivité en temps retardé pour expliciter ses besoins.

Vu la programmation budgétaire communale et vu la demande de la FNACA en date du 7 septembre 2022, considérant la volonté de la commune de soutenir les associations, Monsieur le Maire propose d'attribuer la somme de 250 € à la FNACA.

Il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'autoriser Monsieur le Maire à verser une subvention exceptionnelle de 250 € à la FNACA et de préciser que les crédits nécessaires seront bien inscrits au budget communal.

M. le Maire.- Merci. S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

FINANCES

8 – Délibération n° 2022-091 – Décision Modificative N°4

M. Alain ALBERTI.- Une décision modificative autorise l'exécutif à effectuer des recettes et/ou des dépenses complémentaires à celles prévues initialement.

En l'occurrence, Monsieur le Maire informe le Conseil que la commune a reçu le versement de la taxe additionnelle aux droits de mutation relatif à l'année 2021. Cette recette, qui est importante pour la commune, s'élève à 242 000 €, pour un montant prévisionnel de 160 000 € inscrit au budget primitif, soit une différence de 82 000 € que nous acceptons bien volontiers.

Pour rappel, sur les trois dernières années, nous avons perçu entre 160 000 et 180 000 € par an, et nous avons donc inscrit une prévision prudente de 160 000 €.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'inscrire cette recette supplémentaire en Décision Modificative (DM) au budget principal de la commune et, le budget voté devant rester équilibré en recettes comme en dépenses, d'inscrire la somme équivalente en dépenses au chapitre 012 « Charges de personnel » pour faire face à d'éventuelles surcharges financières de fin d'année liées à la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires qui a été votée et mise en application au 1^{er} juillet de cette année, soit sur les six derniers mois de 2022.

Comme vous pouvez le voir, cette opération se traduit sur les deux tableaux :

- en recettes, au chapitre 73 « Impôts et taxes », le compte 7381 « Taxe additionnelle aux droits de mutation » passe de 160 000 € prévus au budget primitif à 242 000 €, avec ce supplément de 82 000 € ;
- en dépenses, au chapitre 012 « Charges de personnel », le compte 64111 « Rémunération principale », augmenté de ces 82 000 €, passe de 1 124 974 € à 1 206 794 €.

M. le Maire.- Merci. Il s'agit d'une DM originale, puisqu'habituellement, on la vote plutôt pour combler des manques. Pour être tout à fait transparent, cela permet également d'intégrer cette hausse de 3,5 % qui a été votée après que nous ayons fait notre budget modificatif, qui est un plus pour les agents de la collectivité, puisque cela permet de suivre une amélioration de leur pouvoir d'achat.

M. Alain ALBERTI.- La hausse de 3,5 % du point d'indice a également une répercussion sur les charges sociales.

M. le Maire.- Exactement.

Avez-vous des questions ?

Mme Josiane VILAIN.- D'où vient ce différentiel ? Vous a-t-on donné une explication ? Pourquoi ont-ils été si généreux ?

M. Alain ALBERTI.- Quand vous faites une vente immobilière, le notaire applique des droits de mutation, lesquels comprennent une taxe additionnelle qui est reversée aux communes. Ensuite, une péréquation s'opère au travers des 153 communes de moins de 5 000 habitants, dont la nôtre. Par

exemple, Brenon ou Riboux perçoivent environ 82 000 €. Or il serait étonnant qu'à Riboux, il y ait eu des transactions immobilières faisant qu'ils puissent percevoir une telle somme.

Le montant de cette taxe est basé sur les ventes immobilières de l'année précédentes. En 2021, le marché de l'immobilier a été très florissant sur notre département, et il l'est encore en 2022. Nous osons donc espérer avoir une somme à peu près équivalente à celle-là sur le budget primitif 2023. Toutefois, comme Monsieur LASSAUQUE le disait, nous avons été assez prudents et, pour le budget primitif, nous nous sommes basés sur les sommes inférieures perçues dans les années antérieures. Nous avons volontairement minimisé le montant.

C'est donc une bonne nouvelle. Souhaitons que le marché immobilier perdure !

M. le Maire.- Néanmoins, n'oublions pas que la tendance de la DGF est plutôt à la baisse et ne suit pas le taux d'inflation que toutes les collectivités subissent. C'est donc une bonne nouvelle, mais il vaut mieux rester toujours très prudent dans les budgets à venir, car nous vivons des temps assez complexes.

M. Alain ALBERTI.- D'ailleurs, c'est le sens de notre proposition faite en 2022. Comme Monsieur le Maire le dit, c'est peut-être la seule bonne nouvelle que nous ayons. La revalorisation du point d'indice est une très bonne nouvelle, mais l'augmentation de 55 % du coût de l'énergie pour notre commune, entre autres, n'en est pas une.

M. le Maire.- Merci. S'il n'y a pas d'autre question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

URBANISME

9 – Délibération n° 2022-092 - Modification des tarifs de la Participation Assainissement Collectif (PAC)

M. le Maire.- Nous allons vous projeter quelques éléments. Avant de donner la parole à Monsieur LEFEVRE, je voudrais rappeler qu'il s'agit d'un travail de la commission d'urbanisme, réalisé en collaboration avec les services d'urbanisme et des finances de la commune. Je tiens donc à remercier la commission qui a travaillé sur cette thématique pendant environ un an.

Cette participation est un revenu pour la commune. On ne la révisé pas pour se faire plaisir, mais pour être juste, comme il se doit. L'idée était de regarder la tarification, d'avoir un débat qui a duré un an et, à présent, de pouvoir intégrer ces prix qui vous seront proposés.

Je laisse Monsieur LEFEVRE expliquer toute la démarche.

M. Christian LEFEVRE.- Merci, Monsieur le Maire. Pour revenir sur le contexte, notre participation à l'assainissement collectif datait de 2012 et, à l'origine, s'élevait à 2 500 €. Aujourd'hui, elle est à 2 865 €.

En premier lieu, il a fallu faire un recensement de tout ce qui se fait en termes de participation à l'assainissement collectif dans les communes correspondant à peu près à notre taille et, dans un deuxième temps, voir la façon dont nous pouvions détailler de manière plus précise un tableau existant, dans lequel on avait uniquement trois rubriques où l'on parlait de nouveaux logements ou de constructions groupées, de logements existants et de commerces-bureaux-artisanat. Nous nous sommes donc demandés s'il ne fallait pas développer davantage pour essayer de voir ce qu'il en était.

En ce qui concerne les communes comparables à la nôtre en termes de taille, cette participation est de 3 048 € à Camps-la-Source, 6 000 € à Cotignac, 6 000 € à Entrecasteaux, 4 000 € à Forcalqueiret,

4 250 € à la Roquebrussanne, 2 865 € au Val et 4 205 € à Mazaugues. Étant donné qu'il fallait donner un barème, nous avons donc choisi de partir sur la base d'une participation de 4 000 €, reflétant également le coût de travaux d'extension de réseaux pour la commune.

Ensuite, nous avons regardé les modalités pratiquées par les autres communes. Par exemple, à Brignoles, les participations sont liées à leur barème, mais en termes de nouveaux logements, ils ont défini une somme fixe plus un montant par mètre carré. Il en est de même pour Châteauvert et Montfort.

Il nous a donc fallu presque un an pour recenser toutes ces communes et les participations effectuées, puis pour voir ce qui se faisait et essayer de se caler pour avoir un barème progressif. Je ne détaillerai pas ce dernier, puisque vous en avez tous pris connaissance. Dans chaque rubrique, nous avons essayé de prévoir tous les cas de figure afin de ne pas avoir de difficulté par la suite pour appliquer cette participation, notamment en ce qui concerne les établissements recevant du public.

Nous avons donc réalisé deux travaux : voir ce qui se fait ailleurs et développer plus précisément cette participation.

Je n'entrerai pas dans le détail, mais vous voyez que cela est dégressif en fonction du nombre de mètres carrés pour le logement collectif.

Vous avez donc le contexte, et le barème vous est détaillé. Il est clair que celui de 2012 à 2 500 € n'est plus du tout adapté aux coûts actuels.

On peut retenir un forfait à 4 000 € pour le logement individuel.

Un autre point important est qu'en haut du tableau, vous voyez qu'il est mentionné « Nouveau ou existant », afin qu'il n'y ait pas de confusion possible entre les constructions. En effet, une construction ayant une fosse septique peut très bien se raccorder au réseau.

J'en viens à la délibération proprement dite.

Lorsque sont réalisés des travaux (extension, aménagements intérieurs, changement de destination, etc.) susceptibles d'être à l'origine d'eaux usées supplémentaires, la PAC est exigible à compter d'une création de surface de plancher de 9 m² ou dès la création de nouvelles installations productrices d'eaux usées (cuisine, salle de bain, sanitaires).

Il est rappelé que l'article L.1331-1 du Code de santé publique donne, dans le cas général, deux ans à chaque propriétaire pour se raccorder à un nouveau collecteur desservant sa propriété (à compter de la mise en service dudit réseau). Des dérogations à cette obligation de raccordement, ou des prolongations de délai au-delà des deux ans (extensions envisageables jusqu'à 10 ans, mais applicables uniquement aux immeubles dont la date du PC a moins de 10 ans lors de la mise en service du nouveau réseau) peuvent être autorisées par arrêté du Maire, sous réserve de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif opérationnelle desservant la propriété.

Lorsqu'un immeuble est susceptible d'être concerné par plusieurs catégories telles que définies ci-dessus (exemple : une construction à vocation industrielle disposant d'un local commercial), la base fixe retenue pour définir la PAC sera celle applicable à la catégorie majoritaire au sein de l'immeuble. Le montant de la somme liée au complément défini proportionnellement à la surface de plancher créée sera calculé en fonction des superficies dédiées à chaque catégorie.

Il est précisé que ces montants seront révisibles chaque année au 1^{er} juillet en fonction du barème TP10a Canalisations Assainissement. Il s'agit d'un barème national sur lequel on se base.

Il est rappelé que le fait générateur de la PAC est le raccordement au réseau public d'assainissement.

Il est précisé que les recettes seront recouvrées comme en matière de contribution directe et inscrites au budget du service public de l'assainissement.

Il convient de rappeler que cette participation n'est pas soumise à TVA et que les recettes seront recouvrées et inscrites au budget « Assainissement collectif » correspondant, de préciser que la présente délibération sera communiquée à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Je précise que, étant donné que nous sommes liés à l'Agglomération, nous devons prendre cette délibération pour qu'ensuite, la Communauté d'agglomération délibère. Lorsque ce sera fait, cela sera effectif pour les nouveaux permis.

M. le Maire. - Merci pour tous ces détails et pour ce travail précis qui nous permet de nous réévaluer 10 ans après la création de cette participation.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

10 – Délibération n° 2022-093 Dénomination d'une impasse privée

M. Christian LEFEVRE. - Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante qu'une impasse privée ne comporte pas de dénomination officielle. Il s'agit d'un chemin situé au niveau de la route de Carcès.

Or le décret n° 94-1112 du 19 décembre 1994 impose aux maires des communes de plus de 2 000 habitants de notifier au Centre des impôts fonciers ou au bureau du cadastre concerné la liste alphabétique des voies publiques et privées, le numérotage des immeubles, ainsi que toutes les modifications qui s'y rattachent.

Ainsi, les riverains propriétaires consultés lors d'une réunion en Mairie, qui s'est déroulée le 19 juillet 2022, ont retenu un nom pour cette impasse : « Chemin de l'Oratoire ».

Il est donc demandé au Conseil municipal de créer la dénomination « Chemin de l'Oratoire » au sein du référentiel des voies communales et d'attribuer le numéro 328 dans la nomenclature des chemins.

M. le Maire. - Merci. Au bout du chemin des Rébias, on trouve un oratoire privé, ce qui explique cette proposition de dénomination.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

ENFANCE

11 – Délibération n° 2022-094 Reversement de la part CEJ bilan 2021 à l'association BILBOK

Mme Géraldine DUDON. - Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse signé entre la commune et la CAF, il est demandé au Conseil municipal, par la présente délibération, d'autoriser Monsieur le Maire à reverser la somme de 6 403,22 € à l'association Bilbok, ici présente. Cette part correspond aux actions menées par l'association sur la partie « ALSH extrascolaire », pour ses accueils de loisirs des 11/13 et 14/17 ans sur l'année 2021, puisqu'il s'agit d'un reversement sur l'année N-1.

Pour rappel, nous sommes sur le dernier reversement dans le cadre du CEJ, puisque le contrat est arrivé à échéance le 31 décembre 2021. Il avait été signé pour une durée de trois ans et n'a pas été reconduit par la CAF, puisqu'il a été remplacé par la Convention Territoriale Globale (CTG). Nous avons abordé ce sujet lors d'un précédent Conseil.

M. le Maire.- Merci. Nous connaissons bien ce sujet, qui est très clair : la Mairie est un guichet d'entrée et reverse simplement l'argent qui doit être perçu dans le cadre d'un contrat nous liant avec l'association pour le travail qu'elle réalise sur le territoire communal.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

Je tiens à remercier l'association pour le travail réalisé sur le terrain, avec l'accompagnement et la dynamique que vous apportez. Par la suite, nous parlerons de l'avenir et de la manière de travailler dans les nouvelles dispositions que la CAF nous demande dans ses différentes réformes, mais nous trouverons toujours des solutions pour avancer.

12 – Délibération n° 2022-095 - Projet de fusion du groupe scolaire

M. le Maire.- Il s'agit d'une délibération importante, qui est l'acte 1 en termes de réalisation, même si nous avons déjà commencé, afin de donner davantage de concret à notre école et de créer un cheminement piétonnier permettant de relier l'école élémentaire à l'école maternelle, lesquelles formeront une seule école primaire, avec une possibilité de travailler dans des cycles, ce qui permettra d'être plus cohérent en termes de pédagogie.

Nous menons ce travail depuis l'année dernière avec les parents d'élèves, que nous avons rencontrés cette semaine pour l'école maternelle, en conseil d'école, afin de leur demander leur avis, lequel a été favorable. [Le sujet sera abordé également au prochain conseil d'école élémentaire].

Avant de commencer la délibération, je me dois d'être le porte-parole de l'engagement que j'ai pris au sein du conseil d'école [Maternelle].

L'inquiétude des parents et de l'équipe pédagogique portait sur la crainte de perdre une ATSEM dans le cas d'une fusion entre les classes de dernière année de maternelle et de CP. J'ai indiqué que, dans la mesure où l'agent était présent dans les locaux de la collectivité et toujours dans les effectifs, il n'y aurait pas de retrait pour les petits de la maternelle.

Ils craignaient également de perdre un enseignant. J'ai indiqué que cela relevait de l'Éducation nationale, mais que nous défendrions les classes du Val et que, de toute façon, nous sommes contre la fermeture de classes. Nous y avons travaillé avec l'Académie, et il n'y a pas de souci à ce niveau. Le but est vraiment de regrouper.

De plus, un accord existe entre les deux directrices actuelles, car l'une souhaite quitter la direction, et l'autre voudrait avoir l'intégralité de la direction des deux écoles. Finalement, il n'y a donc pas de problème de poste, puisqu'une personne sera entièrement déchargée des cours pour prendre la direction, et la personne qui est actuellement directrice récupèrera sa classe à temps complet.

Par conséquent, il n'y a pas de débat à ce niveau, mais ils voulaient être rassurés. Je me suis donc engagé sur le fait que, de toute façon, la commune est très impliquée dans la vie de l'école et défendra ses intérêts, comme nous l'avons toujours fait depuis le début, y compris lorsque nous avons eu de grandes difficultés avec le Covid.

Mme Josiane VILAIN.- Si elle a une décharge totale, elle doit être remplacée en totalité. Les parents craignaient un poste en moins, mais en réalité, il y en aura un en plus.

M. le Maire.- Exactement. Ensuite, on pourra éventuellement se poser la question du lien qui peut être fait entre les effectifs de la classe de dernière année de maternelle et les classes de CP. À ce moment-là, on peut faire des classes mixtes, puisque l'on est dans le même cycle. Je parle sous le couvert de Jeanne CAVALLARO, qui ne dit rien, mais qui peut intervenir si elle le souhaite, puisqu'elle est directrice d'école [dans une autre commune]. Une fusion peut donc se faire. Ensuite, c'est un jeu de

position au niveau de l'Éducation nationale, en fonction des enseignants présents sur le territoire, mais l'idée est là.

Il n'y a donc pas d'inquiétude. Selon moi, ce n'est que mieux d'un point de vue pédagogique.

Mme Jeanne CAVALLARO.- Effectivement, le fait qu'une directrice soit déchargée entièrement est une très bonne chose, car elle pourra ainsi se consacrer aux tâches de direction, qui sont très importantes.

Un enseignant sera donc nommé sur la classe dont cette personne s'occupait, à temps complet, sachant qu'actuellement, ce n'est qu'un demi-poste.

Je pense que toutes ces opérations s'effectueront pour la rentrée 2023 afin que le poste puisse paraître en mouvement et qu'une personne puisse postuler.

M. le Maire.- Oui, c'est l'objectif.

L'autre crainte des enseignants de l'école maternelle était qu'ils pensaient que, puisqu'il n'y aurait plus qu'une seule direction, ils n'auraient plus la possibilité d'avoir des projets propres au cycle de maternelle. Nous avons indiqué que nous travaillerons justement par cycle et qu'un projet d'école global et cohérent sera défini, le but étant d'assurer une continuité à tous les niveaux.

Mme Jeanne CAVALLARO.- Hier soir, j'étais justement en réunion à l'école avec les deux directrices et une partie de l'équipe pédagogique à propos d'un projet. Je sais que cela fonctionnera bien. Ils ont des projets communs et travaillent bien ensemble.

M. le Maire.- Merci, Jeanne.

Je donne la parole à Colette LAIRE pour nous rapporter la délibération, puis vous pourrez poser des questions si vous en avez.

Mme Colette LAIRE.- Merci, Monsieur le Maire. Je voudrais ajouter que cela amènera un meilleur confort du point de vue du passage des élèves et du stationnement. Ces éléments viendront donc en complément, au-delà de l'organisation de l'école, dont les parents d'élèves sont très contents, en espérant que cela se fasse rapidement.

En accord avec l'inspecteur de circonscription de l'Éducation nationale, Monsieur le Maire propose de fusionner l'école maternelle et l'école élémentaire en une seule école primaire dénommée « école du Bicentenaire ».

En effet, bien que situées sur une même emprise et bénéficiant de structures mutualisées (cantine, périscolaire, etc.), les deux écoles sont aujourd'hui deux structures distinctes. Qui plus est, la maternelle a été construite sur l'emprise officielle de l'école élémentaire et ne bénéficie pas d'une entrée directe du côté de la rue Marcel Pagnol, ce qui pose des problèmes d'accessibilité et surtout de sécurité.

Le projet de fusion permettrait donc une plus grande cohérence de fonctionnement, un rapprochement des équipes enseignantes et une meilleure synergie avec les services municipaux.

Dans l'hypothèse de cette fusion, une seule directrice assurerait la direction de l'école.

Ce projet de fusion doit faire l'objet d'un avis du Conseil municipal, puis être soumis aux deux conseils d'école, avant d'être transmis à l'Inspection d'Académie pour accord.

Il est demandé à l'assemblée délibérante d'émettre un avis favorable au projet de fusion des écoles maternelle et élémentaire en vue de constituer un groupe scolaire.

Si je puis me permettre, Monsieur le maire insiste beaucoup, parce qu'il a un peu peiné au dernier Conseil, de peur que les présents ne l'acceptent pas.

M. le Maire.- Au départ, il s'agissait d'une demande de l'école maternelle. Pendant les débats, tout le monde s'est posé beaucoup de questions, et l'on ne savait plus quelle était la position du conseil d'école. Ils avaient de nombreuses craintes, et nous avons expliqué les intérêts à aller dans ce sens. Finalement, ils ont bien compris et ont voté favorablement, avec une demande de cet engagement dont je vous ai fait part et que j'avais promis d'expliquer au sein du Conseil municipal.

Je voudrais simplement apporter une petite modification à la délibération, si vous le permettez. Dans le deuxième paragraphe, on peut lire : « *Qui plus est, la maternelle a été construite sur l'emprise officielle de l'école élémentaire* », alors qu'il faudrait plutôt indiquer : « *Qui plus est, la maternelle se situe aujourd'hui sur l'emprise officielle de l'école élémentaire* », puisque la maternelle a été construite en premier. Si vous êtes d'accord, nous pouvons modifier cette mention, qui donne simplement le contexte.

Cela nous permettra de travailler globalement, sans avoir une école enfermée dans une autre, comme c'est le cas actuellement, depuis longtemps, ce qui pose de gros problèmes depuis les années 2000, avec le plan Vigipirate, puisqu'il fallait entrer dans l'école élémentaire pour aller à la maternelle.

S'il n'y a pas d'autre question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

Nous arrivons à la fin de ce Conseil municipal. Aucune décision n'a été prise depuis le 16 septembre 2022, date du dernier Conseil.

Je clôture la séance du Conseil municipal et vous remercie. Je souhaite de bonnes vacances à ceux qui en prennent et, sinon, un très bon week-end à toutes et à tous !

(La séance est levée à 19 h 38)

La secrétaire de séance,
Géraldine DUDON

Le Maire,
Jérémy GUILIANO